

CAHIERS DE LA  
MÉDITERRANÉE

## Cahiers de la Méditerranée

80 | 2010

Dynamiques des ports méditerranéens

---

# Entre Atlantique et Méditerranée : les routes et les voies du commerce extérieur portugais pendant la Grande guerre

Ana Paula Pires

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5218>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2010

Pagination : 103-120

ISBN : 2914561518

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Ana Paula Pires, « Entre Atlantique et Méditerranée : les routes et les voies du commerce extérieur portugais pendant la Grande guerre », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 80 | 2010, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5218>

---

## Entre Atlantique et Méditerranée : les routes et les voies du commerce extérieur portugais pendant la Grande Guerre<sup>1</sup>

Ana Paula PIRES

### Le meilleur des mondes...

La crise portugaise gagna un nouvel éclairage sous le signe de la guerre, reflet aigu et inévitable des faiblesses et de la dépendance d'un pays dont la « marine marchande » n'était capable de transporter qu'à peine 1/10 du fret nécessaire à l'approvisionnement national, et d'une économie tributaire de l'étranger pour les ressources en énergie et en matières premières. Dans ce drame d'adversité, il faut ajouter un élément nouveau : la conversion des routes empruntées par les navires et de leurs charges respectives en instruments de guerre. Élément perturbateur, et dont les conséquences provoquèrent aussitôt une chute brutale du commerce maritime national et une logique de diminution de la moyenne annuelle des importations, obligeant les pouvoirs publics à une plus grande intervention et à un renfort de leurs politiques et stratégies. Sans que cela puisse être considéré comme une nouveauté, et sans beaucoup de marge de doute, le Portugal voyait une fois de plus sa dépendance à l'égard des desseins et de la stratégie de la *Royal Navy* confirmée<sup>2</sup>.

Retenons la valeur et la distribution, par pays, des importations portugaises pour l'année antérieure à l'éclosion de la Grande Guerre, tout en soulignant qu'à ce niveau il faudrait aussi tenir compte de la diminution due à la suspension des transactions commerciales avec l'Allemagne :

- 
1. Cet article, pour l'essentiel, résume certaines idées défendues dans ma thèse de doctorat : *Portugal e a I Guerra Mundial. A República e a Economia de Guerra*, Lisbonne, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, juillet 2009 (Texte photocopié).
  2. Entre 1910 et 1914, la moyenne annuelle des importations avoisina les 2,5 millions de tonnes, à la fin de la guerre ce chiffre était de 0,59 millions de tonnes à peine.

*Importations pour la consommation (1913)*

Pays	Valeur en contos* en 1913	Pourcentage du total en 1913	Pourcentage du total en 1909
Angleterre	23 489	26,40 %	<b>26,94 %</b>
Allemagne	15 840	17,80 %	<b>17,80 %</b>
États-Unis	9 892	11,12 %	<b>10,08 %</b>
France	7 594	8,53 %	<b>8,90 %</b>
Espagne	3 843	4,52 %	<b>6,58 %</b>
Colonies	2 850	3,20 %	<b>3,29 %</b>
Brésil	1 651	1,86 %	<b>2,02 %</b>

Source : José Domingos de Meneses, «O Comércio de Portugal com a Alemanha», *O Economista Português. Revista Financeira, Económica, Social e Colonial*, 12<sup>o</sup> Ano, n<sup>o</sup> 128, septembre 1921, p. 545.

\* Le *conto* est une monnaie de compte portugaise qui correspond à mille escudos.

Soulignons l'importance particulière de l'impact dévastateur sur le quotidien et l'économie qui découle de cette diminution des importations. Cette réalité a notamment été reconnue et dénoncée par Lancelot Carnegie, qui, dans une dépêche adressée au ministre britannique des Affaires étrangères, n'hésita pas à l'indiquer comme étant le facteur décisif pour que l'intervention du gouvernement portugais soit « dans cette phase initiale encore plus drastique qu'il ne serait nécessaire dans des États qui sont politiquement plus affectés par le conflit »<sup>3</sup>. On s'attendait à ce que l'impact de la guerre sur le commerce extérieur portugais se fit sentir en trois moments spécifiques :

1. Stagnation et interruption de l'activité commerciale ;
2. Adaptation du commerce aux conditions créées par la guerre ;
3. Rétablissement des relations commerciales, incorporant les nouveautés apportées par la guerre.

Dans le cadre de cette conjoncture complexe ce fut, du reste, le ministre du Développement, ministre de l'Économie, qui rappela la nécessité d'accorder au Gouvernement les ressources nécessaires pour défendre le pays des effets de la crise. L'étape suivante fut l'adoption, le 18 août 1914, d'un crédit d'un montant de 1 000 000 \$, en faveur du ministère de l'Économie, « pour payer les charges qui résultent de la crise économique »<sup>4</sup>.

Par ailleurs, la dynamique qui se faisait sentir au niveau international permettait une observation attentive des méthodes et des formes d'organisation des transactions commerciales. Rappelons en effet qu'une pratique courante dans les pays développés, du point de vue commercial et industriel, était d'établir des bourses de marchandises qui fonctionnaient selon les mêmes modèles des bourses de valeurs. Pour l'essentiel, et étant donné la nature, l'adéquation et les fonctions qui étaient à l'origine de la création de ces nouveaux organismes, le gouvernement

3. National Archives of the United Kingdom (NAUK), NAUK, FO 368/1063, Dépêche du 26 août 1914 envoyée par Lancelot Carnegie à Edward Grey, p. 1.

4. Décret n<sup>o</sup> 768, *Diário do Governo*, I série, n<sup>o</sup> 145 du 18 août 1914.

portugais laissait entrevoir un double objectif : d'une part, publier les cotations des produits manufacturés et des matières premières de façon à promouvoir le commerce national et, d'autre part, augmenter simultanément les relations commerciales entre le Portugal et le Brésil<sup>5</sup>. Dans le cadre de cette orientation, un décret fut aussi publié établissant, dans le port de Lisbonne, une zone franche destinée à recevoir les marchandises exportées vers le Brésil et les colonies portugaises<sup>6</sup>.

On chercha ainsi à profiter de la conjoncture pour briser l'isolement dans lequel se trouvait le pays depuis le début de la guerre, en augmentant les mouvements commerciaux au sein de ses principaux ports. Tout en pondérant les encadrements internationaux, le Gouvernement prétendait valoriser et tirer profit du potentiel du port de Lisbonne, en le transformant non seulement en un agent de développement des relations économiques Portugal/Brésil, mais aussi, et surtout, en le constituant comme un véritable centre européen de transaction des produits venus d'Amérique et d'Asie<sup>7</sup>. Sur cette question, il ne fallait pas nuancer : il était nécessaire de reprendre et de développer les propositions présentées de façon récurrente au Parlement. Elles cherchaient à établir une ligne de navigation commerciale entre les deux pays; en effet, l'expansion mercantile du Portugal en Amérique dépendait d'elle, parmi d'autres facteurs. L'idée était bonne mais, comme souvent, elle s'alimentait d'atavisme et d'inertie, n'abandonnant que tardivement les rives sûres et tranquilles du papier où elles furent créées.

Il est aussi, sans aucun doute, intéressant pour l'analyse de tenir compte de la vigoureuse campagne de reconquête des positions commerciales lancées par le *Foreign Office* aussitôt après la déclaration de la guerre. Commençons par noter la rigueur, la clairvoyance et le pragmatisme avec lesquels d'une part les Anglais analysèrent les opportunités créées par la guerre, notamment pour ce qui est du commerce extérieur, et d'autre part désignèrent comme objectif à atteindre le lancement d'un plan minutieux de combat contre les échanges et les stratégies commerciales des Allemands. C'est en ce sens que doit être entendu le télégramme circulaire envoyé par Edward Grey, dix jours après le début des hostilités, aux consulats britanniques, où transparaissait la préoccupation du gouvernement de Sa Majesté d'obtenir toutes les informations indispensables à la poursuite d'une politique commerciale tournée essentiellement vers la promotion et la valorisation du commerce anglais<sup>8</sup>.

On peut dire que, globalement, certains des aspects qui prédominaient au sein de cette stratégie furent conçus pour être mis en pratique dans l'empire colonial

5. *Ibid.* À titre d'exemple, soulignons que bien que le gouvernement n'ait pas déterminé quels étaient les produits qui pouvaient être négociés dans les bourses, il était sous-entendu que, de par le caractère et la nature même de l'institution, seuls seraient échangés des produits de qualité peu variable comme le café, le sucre, le cacao, les métaux et le coton.

6. Voir notamment le décret n° 789, *Diário do Governo*, I série, n° 149 du 22 août 1914; et le décret n° 1062, *Diário do Governo*, I série, n° 216 du 18 novembre 1914.

7. La guerre avait permis au Portugal d'élargir ses ambitions dans le domaine des relations économiques avec le continent américain. La volonté et les projets de transformation de la capitale portugaise en un « quai de l'Amérique » grandirent en intensité. Sur cette question voir, entre autres : « O Problema das subsistências », *Revista Colonial*, Ano 2º, n° 23, 25 novembre 1914, p. 350.

8. « A guerra comercial », *Jornal do Comércio e das Colónias*, 26 novembre 1914, p. 1.

anglais et dans les principaux pays d'Amérique latine. Cependant, le gouvernement britannique comprit rapidement la nécessité de trouver des instruments adéquats pour promouvoir également la récupération des marchés européens, où la suprématie allemande était, par ailleurs, déjà évidente. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas sous-estimer la préoccupation et les efforts développés par les représentants anglais, qui cherchaient à repenser l'orientation et les priorités relatives aux relations commerciales entre la Grande-Bretagne et le Portugal<sup>9</sup>. C'est aussi dans ce sens que doit être entendue la façon dont furent énoncées les lignes d'encadrement de toute cette stratégie : « La guerre ne peut pas créer du commerce mais elle peut le corriger »<sup>10</sup>.

Ainsi, les changements effectifs dans le commerce entre le Portugal et la Grande-Bretagne étaient le reflet de la manière agressive avec laquelle les Allemands avaient conquis des positions au sein du marché interne portugais – une tendance qui finit par déterminer, comme nous l'avons vu, le déplacement des axes traditionnels du commerce extérieur national au profit de l'Allemagne. Cette évolution prolongea, du reste, une tendance antérieure, marquée par l'affaiblissement du pouvoir britannique. Il se trouvait à cette époque d'une certaine façon limité, depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, aux secteurs d'influence traditionnelle du Royaume-Uni (construction navale, finances et exportation de produits primaires), intégrant peu de nouveautés de contenu. Le dénouement était prévisible et renvoyait inévitablement à une Grande-Bretagne dépassée, aussi bien pour ce qui est de la croissance industrielle que pour de la production de charbon, d'acier et de fer forgé, par le Reich de Guillaume II.

Du fait de l'existence de contraintes internes et externes, l'idée allemande de profiter du marché portugais indiquait une stratégie plus ample et ambitieuse, laquelle consistait en la conquête de la route des colonies portugaises. Elle passait aussi, inévitablement, par la réexportation des matières premières et des produits coloniaux ; on comprend ainsi que, dans ce contexte, le Portugal surgisse, et ce malgré l'importance secondaire de son commerce, comme un entrepôt commercial qu'il ne fallait pas négliger<sup>11</sup>.

9. Voir le rapport de septembre 1914, du secrétaire anglais des Affaires étrangères, dans lequel la situation est bien analysée : « while the commercial relationship with Portugal is not perhaps of the first importance, it is one which may, even more than any other, repay a special effort to take advantage of war conditions ». Cf. NAUK, FO 368/1063, Rapport de septembre 1914 élaboré par le secrétaire anglais des Affaires commerciales, p. 1.

10. *Ibid.*, p. 1. « The German conquest of the Portuguese market has been as quick and easy as the conquest of its territories by Junot, and it may be supposed that their hold may be as quickly and easily loosened. » Rappelons que, lorsque fut déclarée la guerre, 734 navires allemands s'étaient réfugiés en eaux neutres ; il ne leur restait plus que quelques 600 navires, avec un tonnage estimé à environ 2 875 000 tonnes. Marc Ferro, *A Grande Guerra, 1914-1918*, Lisbonne, Edições 70, 2002, p. 144.

11. Rappelons qu'en 1914 le Portugal détenait la septième place parmi les pays ayant la plus grande capacité portuaire avec 40 182 000 tonnes par an. Soulignons aussi, néanmoins, que seule la moitié, environ, de cette capacité était transportée par des navires portugais. Sur cette question voir pour plus de détails : Sacuntala Miranda, *O Declínio da Supremacia Britânica em Portugal (1890-1939)*, Thèse de doctorat en Histoire défendue à la Faculdade de Ciências Sociais e Humanas de la Universidade Nova de Lisbonne, Lisbonne, 1987, p. 24-25 ; Luís Manuel Alves de

*Recettes douanières (Valeur en mil réis)*

Année	Recettes douanières	Importations	Recettes douanières en % des importations
1910	22 234 291.48 \$	70 123 600 \$	31,7
1911	20 999 574.87 \$	69 081 000 \$	30,4
1912	22 214 142.37 \$	75 687 800 \$	29,3
1913	25 488 471.39 \$	89 941 000 \$	28,3
1914	22 551 126.39 \$	70 343 100 \$	32,0

Source : Sacuntala Miranda, *O Declínio da Supremacia Britânica em Portugal (1890-1939)*, Thèse de doctorat en Histoire défendue à la Faculdade de Ciências Sociais e Humanas da Universidade Nova de Lisbonne, Lisbonne, 1987, p. 43.

Certains des principaux aspects de cette stratégie commencèrent à se consolider à partir de 1908, lorsque fut signé l'accord commercial entre les deux pays, lequel permit l'entrée des produits allemands au Portugal à des tarifs *minima*. Rappelons à propos que le Traité de Commerce et Navigation entre le Portugal et l'Angleterre avait été dénoncé en juin 1891, en conséquence de l'*Ultimatum*<sup>12</sup> britannique, ce qui contribua à accentuer de façon significative le désavantage de la Grande-Bretagne dans le commerce portugais<sup>13</sup>. D'ailleurs l'orientation politico-économique propre de l'État cherchait précisément à multiplier les signatures d'accords bilatéraux avec plusieurs pays, de façon à se procurer non seulement les importations dont le marché intérieur avait besoin, mais aussi à promouvoir l'ouverture de nouveaux marchés d'exportation pour les produits traditionnels portugais<sup>14</sup>. Il faut néanmoins reconnaître que, à cette époque, Berlin avait déjà dépassé Londres pour ce qui est de l'importation de certains produits spécifiques, « manufactures diverses » et coutellerie, tendance qui, en réalité, commençait à voir le jour dans d'autres secteurs importants du marché portugais comme le textile, en particulier dans celui des cotons peints<sup>15</sup>.

Fraga, *Portugal e a Primeira Grande Guerra. Os objetivos políticos e o esboço da estratégia nacional 1914-1916*, Lisbonne, Universidade Técnica de Lisboa, Instituto de Ciências Sociais e Políticas, 1990 (Texte photocopié), p. 38 et Francisco Javier Ponce Marrero, *Canarias en la Gran Guerra, 1914-1918 : estrategia y diplomacia. Un estudio sobre la política exterior de España*, Tenerife, Cabildo de Gran Canaria, 2006, p. 127.

12. En italique dans le texte original [Note du Traducteur].

13. *Tratado de Comercio e de Navegação entre Portugal e a Alemanha assinado no Porto em 30 de Novembro de 1908 e começado a vigorar em 5 de Junho de 1910*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1910. Cf. Sacuntala Miranda, *O Declínio da Supremacia Britânica em Portugal (1890-1939)*..., p. 281 sq. et Arquivo Diplomático do Ministério dos Negócios Estrangeiros (ADMNE), ADMNE, Legação de Portugal em Berlim, 3º Piso, 3ª Série, Maço 12, Nota da Direcção Geral dos Negócios Comerciais e Consulares, 11 mai 1914.

14. Au sein de l'ensemble de ces accords, soulignons la signature des traités et conventions commerciales suivants : Espagne (1895), Russie (1895), Danemark (1896), Japon (1896), Belgique (1897), États-Unis d'Amérique (1899), Suède (1904) et Suisse (1905).

15. Les commentaires du *Foreign Office*, à propos de la conquête commerciale des territoires portugais

## Centre et périphérie

Le fait que Lisbonne serve comme premier port d'escale dans les routes commerciales vers l'Amérique du Sud permet d'appréhender et d'analyser la progression allemande dans les marchés portugais, du fait de sa dimension et sa capacité de trainage. Les conséquences de cette dynamique finirent d'ailleurs par déterminer l'existence, à la veille de la première guerre mondiale, de plusieurs liaisons commerciales allemandes qui accostaient régulièrement dans la capitale portugaise : Amérique du Sud, Inde, Europe du Nord, Congo, Méditerranée, Australie et ports du Levant<sup>16</sup>. Cette trajectoire obligée fut alors assumée de façon claire, déterminée par le volume croissant des relations et interdépendances économiques, mais aussi politiques et financières, entre le centre et les régions périphériques du globe. Il s'agissait d'une stratégie dont le développement se fondait dans la nécessité sentie par l'Allemagne non seulement de s'assurer des pays acheteurs de matières premières, mais aussi de conquérir des marchés vers où elle pourrait écouler la production de ses industries. Les conséquences de ce comportement furent du reste évidentes dans l'augmentation conséquente du tonnage de la flotte allemande. Entre 1876 et 1913, le Reich augmenta la capacité totale de ses navires de 3 364 222 tonnes environ, atteignant, en 1913, la deuxième place du classement mondial, devant les États-Unis d'Amérique et la Norvège<sup>17</sup>.

On comprend ainsi la préoccupation des milieux commerciaux britanniques intéressés par le commerce anglo-portugais et la pression qu'ils exercèrent auprès de leur gouvernement, cherchant un consensus entre les deux pays qui mettrait un terme à la situation de désavantage dans laquelle la Grande-Bretagne se trouvait. Il faut reconnaître que l'intensification de l'activité diplomatique portugaise, du fait de l'espace qu'elle avait ouvert et des possibilités qu'elle favorisa, avait, par ailleurs, contribué à augmenter la concurrence entre les pays et, par conséquent, à faire grandir l'inquiétude de l'Angleterre. Il ne faut pas d'ailleurs ignorer le désir britannique, exprimé en plusieurs occasions, de rétablir la séculaire dépendance de la côte atlantique. Tel était, en somme, le postulat qui parcourait toute les modalités du traité signé entre les deux pays, le 12 janvier 1914<sup>18</sup>.

par l'Allemagne, sont intéressants : « *The German conquest of the Portuguese market has been as quick and easy as the conquest of its territories by Junot, and it may be supposed that their hold may be as quickly and easily loosened.* » NAUK, FO 368/1063, rapport de septembre 1914 élaboré par le secrétaire anglais des Affaires commerciales, p. 1.

16. *Ibid.*, p. 285. Voir aussi Luís Manuel Alves de Fraga, *Portugal e a Primeira Grande Guerra...*, p. 57.

17. Données présentées par José de Macedo, *O Conflito Internacional sob o ponto de vista português. Estudo político e económico*, Porto, Renascença Portuguesa, 1916, p. 20.

18. Sur la signature du Traité de Commerce et Navigation entre le Portugal et la Grande-Bretagne, voir en particulier Sacuntala Miranda, *O Declínio da Supremacia Britânica em Portugal (1890-1939)*, p. 392; Sacuntala Miranda, « Comércio Externo », dans *Portugal da Monarquia para a República*, A. H. de Oliveira Marques (coord.), *Nova História de Portugal*, Joel Serrão et A. H. de Oliveira Marques (dir.), vol. XI, Lisbonne, Editorial Presença, 1991, p. 173-186. Cf. également NAUK, FO 368/1061, dépêche du 12 janvier 1914, envoyée par Lancelot Carnegie au ministre des Affaires étrangères Edward Grey; « O Tratado de Comércio com a Inglaterra. Verdadeira capitulação! », *Jornal do Comércio e das Colónias*, du 19 août 1914, p. 1. Soulignons, pour finir,

*Commerce entre le Portugal\* et l'Angleterre (valeur en contos)*

	1912	1913	1914
Importation pour la consommation	19 939	20 360	19 047
Exportation nationale et nationalisée	7 280	6 873	6 345

Source : José de Macedo, *O Conflito Internacional sob o ponto de vista português. Estudo político e económico*, Porto, Renascença Portuguesa, 1916, p. 80.

\*seuls sont pris en compte les ports de Lisbonne et Douro/Leixões.

Ce document ne sera cependant ratifié et n'entrera en vigueur que deux ans plus tard, le 20 mai 1916, après l'approbation par le Parlement britannique. Il faut donc en reconnaître la portée limitée comme instrument de l'influence de la Grande-Bretagne dans le marché portugais. Ainsi, c'est la guerre qui, en éliminant la concurrence de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique et de la Hollande, et en réduisant l'influence de la France dans le marché national, finit par déterminer, dans une perspective structurante, le rétablissement et la consolidation de la position britannique dans le pays.

On sait aussi comment le ministre portugais des Affaires étrangères, Freire de Andrade<sup>19</sup>, comprenant la spécificité et les caractéristiques de la situation causée par l'interruption du commerce international, résolut de façon sommaire le problème. Il créa une commission composée par trois membres du Conseil du Commerce Extérieur du Portugal<sup>20</sup>, à qui il incombait d'étudier et de proposer, de manière urgente,

les mesures de développement immédiat, tendant à corriger et à compenser les dommages qui peuvent avoir été causés au commerce d'exportation portugais par

---

ce que le 22 août João Chagas écrivait dans son journal : « On a attiré mon attention sur ce fait horrible : le traité de commerce avec l'Angleterre a été signé à la légation anglaise à Lisbonne, donc le ministre des Affaires étrangères du Portugal s'y est déplacé. Ainsi la République suit la honteuse tradition de la monarchie. » João Chagas, *Diário I – 1914...*, p. 175.

19. Alfredo Augusto Freire de Andrade (1859-1929), ingénieur des Mines, diplômé de l'École des Mines de Paris (1888). Il part, un an après avoir terminé son cursus, pour le Mozambique où il occupa la charge de commissaire général des mines et des pierres et métaux précieux. En 1890, il intégra la commission de délimitation des frontières entre le district de Lourenço Marques et le Transvaal. Le 26 octobre 1906 il fut nommé gouverneur général du Mozambique, où il initia la réalisation d'une série d'améliorations dans la colonie : construction de routes et de bâtiments publics, création du Bureau Agricole et du premier Bureau de Recherches Agronomiques et du chemin de fer de Gaza – l'œuvre fut interrompue par la proclamation de la République. Il devint alors professeur de la chaire de Minéralogie de l'École Polytechnique. En 1911 il fut nommé directeur général des colonies, charge qu'il cumula, jusqu'en 1914, avec celle de secrétaire général du ministère de l'Instruction publique et président du Conseil supérieur de l'Instruction publique. Il occupa le portefeuille des Affaires étrangères dans le gouvernement présidé par Bernardino Machado (du 9 février 1914 au 12 décembre 1914). Il fut délégué du Portugal à la Conférence de la Paix de Versailles (1919) et à la première assemblée de la Société des Nations.
20. Le Conseil du Commerce Extérieur du Portugal fut créé le 26 mai 1911. Il était composé par le directeur général des Douanes, le directeur général du Commerce et de l'Industrie, le directeur général de l'Agriculture, le chef du Bureau de l'Enseignement Industriel et Commercial et par un représentant de l'Union de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie.

les circonstances politiques internationales, en ayant recours aux moyens destinés à atténuer un éventuel détour des courants commerciaux, ou bien par l'ouverture de nouveaux marchés de produits, ou encore par toute autre manière qui se révélerait opportune et réalisable<sup>21</sup>.

Soulignons aussi le choix du président de l'Association Commerciale de Lisbonne pour diriger la commission<sup>22</sup>.

Ce fut, du reste, avec cet esprit que dès la première réunion émergèrent certaines réflexions essentielles quant au rôle de l'État et quant à l'indispensable réalisation d'enquêtes auprès de pays tels que l'Angleterre, l'Italie, l'Amérique, le Brésil, l'Argentine et le Maroc, de façon à favoriser l'augmentation des exportations<sup>23</sup>. Ces réflexions étaient accompagnées de l'élaboration d'une liste indiquant les mesures urgentes à proposer au Gouvernement, que la Commission laissa à la charge des associations commerciales, industrielles et agricoles portugaises<sup>24</sup>. Dans le même temps, une mission commerciale organisée par l'Association Commerciale de Lisbonne fut déléguée en Angleterre, le 12 novembre 1914, avec l'objectif de promouvoir le développement des relations entre le Portugal et la Grande-Bretagne<sup>25</sup>.

21. Décret n° 1000, *Diário do Governo*, I Série, n° 202 du 31 octobre 1914. Au début du mois, la presse hollandaise avait publié un télégramme de Berlin où il était dit que la déclaration « de guerre du Portugal à l'Allemagne est attendue à n'importe quel moment. » Télégramme du 10 octobre du ministre du Portugal à La Haye, Bartolomeu Ferreira, au ministre des Affaires étrangères, *Portugal na Primeira Guerra Mundial (1914-1918) – As Negociações Diplomáticas...*, p. 80. Il faut donc souligner le climat de tensions et d'incertitudes vécu au sein des représentations diplomatiques portugaises dans le continent européen. Voir entre autres les documents suivants : Rapport sur l'attitude du Portugal face au conflit international, NAUK, FO 37/121, Rapport du 15 octobre 1914 envoyé par A. Hardinge à Edward Grey ; Télégramme du 16 octobre 1914 envoyé par le ministre du Portugal à Berne, António Bandeira, au ministre des Affaires étrangères, Freire de Andrade, *Portugal na Primeira Guerra Mundial (1914-1918) – As Negociações Diplomáticas...*, p. 88. Soulignons aussi la position exprimée par Brito Camacho du 20 du même mois : « [...] nous sommes de ceux qui entendent que le Portugal, même s'il ne s'alliât pas à l'Angleterre, lui devait immédiatement donner l'aide qu'elle eût demandée, ne serait-ce que pour négocier une alliance. » Manuel de Brito Camacho, *Portugal na Guerra*, Lisbonne, Guimaraes & C.<sup>a</sup> Editores, 1934, p. 91-92.

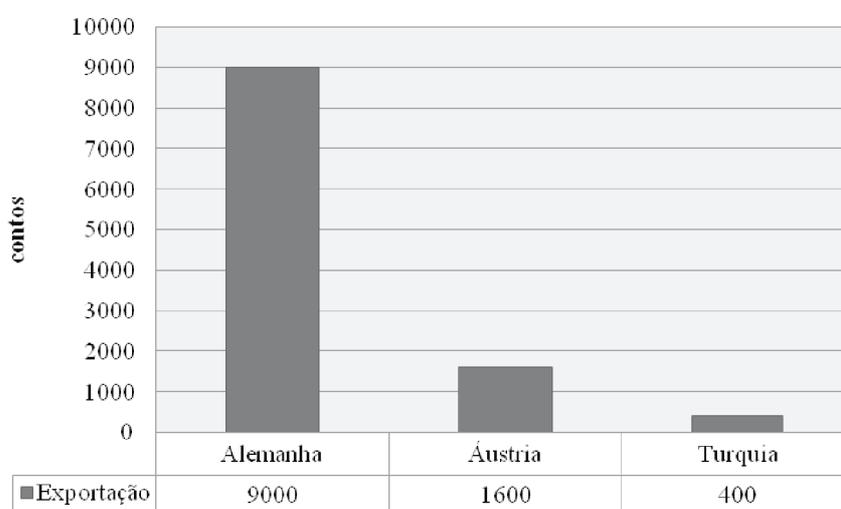
22. La Commission était composée de trois membres du Conseil du Commerce Extérieur : Carlos Gomes (président), Luís Martins Pereira de Menezes et Luís de Sousa Martins Ferreira de Castro (secrétaires), ces deux derniers étaient aussi consuls. Cf. *Ibid.*

23. « O Aumento da nossa exportação », *Jornal do Comércio e das Colónias*, 17 novembre 1914, p. 1.

24. *Ibid.*

25. La mission intégrait les éléments suivants : Carlos Gomes, président de l'Association Commerciale de Lisbonne ; José Augusto Ferreira Lopes, représentant de l'Union de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie et président de la section des relations avec l'Amérique du Sud de l'Association Commerciale de Lisbonne ; César de Vasconcelos Pereira, président de la section des vins de cette même association ; J. Ribeiro da Cunha, de la section des assurances et du commerce ; António Gonçalves, directeur de l'Union Industrielle et membre de la section industrie de l'Association Commerciale de Lisbonne ; Apolinário Pereira, vice-président de la direction de l'Association Commerciale des boutiquiers de Lisbonne ; le *Doutor* Carreira do Rego, vice-président du Centre Colonial. Le secrétaire de la mission était Luís Moutinho de Almeida, associé correspondant de la A.C.L. à Londres et à Liverpool. Cf. « Relações comerciais entre Portugal e Inglaterra », *Jornal do Comércio e das Colónias*, du 12 novembre 1914, p. 1.

On a expliqué l'opportunité (mais aussi la difficulté) de rétablir un plus grand équilibre des échanges entre les deux pays, en laissant entrevoir de façon claire l'orientation qui était explicitement assumée. Il fallait avant tout insister sur la nécessité de reporter la plus grande partie des transactions réalisées, avant la guerre, avec l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie, vers le vieil allié britannique. C'était, du reste, sans aucune nouveauté que l'on annonçait que le mouvement général du commerce extérieur portugais avait été affecté à plus de 30 %, après la suspension des relations avec l'Allemagne et l'Autriche<sup>26</sup>, situation sommairement décrite dans le graphique reproduit ci-dessous :



Source : Associação Comercial de Lisboa, *Missão Comercial à Grã-Bretanha. Comunicação feita à Direcção da Associação Comercial de Lisboa em 4 de Janeiro pelo seu presidente Carlos Gomes*, Lisbonne, Tipografia do Anuário Comercial, 1915, p. 11.

En ce sens, la mission avait huit objectifs principaux<sup>27</sup> :

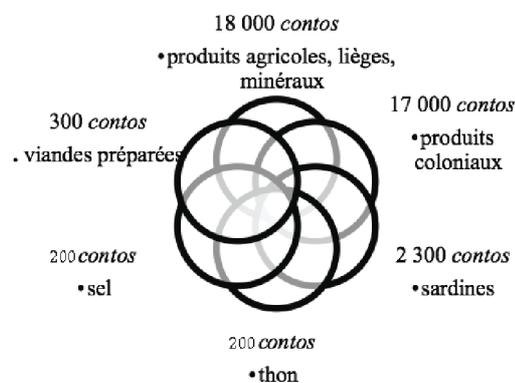
1. Développer le commerce entre le Portugal et l'Angleterre – Montrer qu'il était nécessaire que les chambres de commerce anglaises invitent les banques de commerce britanniques à établir des succursales au Portugal, avec comme finalité exclusive d'aider aux échanges commerciaux entre les deux nations ;
2. Envoyer des voyageurs au Portugal – Intensifier la venue de commis voyageurs anglais au Portugal, afin de conquérir les anciennes positions des Allemands dans le pays ;

26. ADMNE, Legação de Portugal em Berlim, 3º Piso, 3ª Série, Maço 12, Note du ministère des Affaires étrangères sans date.

27. Les villes visitées furent : Londres, Birmingham et Manchester. Associação Comercial de Lisboa, *Missão Comercial à Grã-Bretanha. Comunicação feita à Direcção da Associação Comercial de Lisboa em 4 de Janeiro pelo seu presidente Carlos Gomes*, Lisbonne, Tipografia do Anuário Comercial, 1915, p. 13-23.

3. Dévier des réassurances vers l'Angleterre – Transfert des contrats de réassurances effectués entre compagnies allemandes et portugaises vers des firmes anglaises;
4. Approuver le Traité de Commerce – Promouvoir l'approbation de l'article VI du Traité de Commerce entre le Portugal et l'Angleterre, étant donné que l'exécution de l'accord en dépend;
5. Associer navigation anglaise et exportation portugaise – Nécessité de donner des facilités aux chargeurs portugais et anglais dans le trafic maritime entre les deux pays;
6. Promouvoir les produits coloniaux portugais sur le marché anglais – Un des points les plus importants du programme de la mission, perçu comme un avertissement donné à la campagne internationale mise sur pied contre le cacao de São Tomé. On projette alors de créer, à Liverpool, un nouveau marché pour les produits coloniaux portugais;
7. Favoriser la langue portugaise dans les écoles de commerce – Enseignement du portugais dans toutes les écoles de commerce, de façon à permettre aux commis voyageurs une meilleure propagande du commerce anglais au Portugal;
8. Développer les transports rapides entre Londres et Lisbonne – Faire en sorte que les marchandises de peu de volume puissent traverser la France en transit, évitant les longs délais du commerce maritime.

*Principales exportations portugaises (valeur en contos)*



Source : Associação Comercial de Lisboa, *Missão Comercial à Grã-Bretanha...*, p. 12.

Tout cela signifiait que l'aspect le plus intéressant de cette mission commerciale en Angleterre fut la prise de conscience et la perception de la valeur économique de la langue portugaise. En effet elle semblait non seulement promettre un stimulus aux relations entre le Portugal et la Grande-Bretagne mais, surtout, elle laissait entrevoir le développement des relations commerciales des deux pays avec le Brésil. Carlos Gomes se plaignit cependant de la récurrence avec laquelle il fut forcé de tranquilliser l'élite commerciale britannique au sujet de la situation

politique portugaise, qui selon lui se trouverait régularisée, permettant que l'on puisse penser « la question économique sérieusement »<sup>28</sup>.

C'est aussi dans ce sens que doit être entendue la déclaration de Bernardino Machado au Parlement. Le ministre souligna qu'il était nécessaire que le Portugal développât son commerce d'exportation en resserrant les relations non seulement avec la Grande-Bretagne, mais aussi avec l'Espagne et le Brésil<sup>29</sup>.

### Pronostics et diagnostics

Il était impossible d'ignorer dans ce contexte la manière dont la guerre commençait à modifier la façon dont les gouvernants et les gouvernés percevaient la structure économique, prenant conscience des faiblesses du tissu productif national et qui, d'une certaine façon, expliquaient la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. La tendance était à la définition de priorités et à la structuration de projets capables de contrebalancer cette orientation et d'assurer, de façon prioritaire, l'approvisionnement du pays en biens de première nécessité. De plus, il était devenu nécessaire de trouver les instruments adéquats capables non seulement d'augmenter le développement du secteur des transports mais aussi, inévitablement, d'augmenter le volume des exportations et de la production agricole. Cette stratégie, du reste, devait être gérée dans un cadre où la « main de l'État » gagnait chaque fois plus de visibilité.

La nécessité de profiter des opportunités créées par la guerre était de plus en plus évidente. Il devenait ainsi possible, jusqu'à un certain point, pour certaines industries nationales d'introduire leurs produits non seulement dans les pays belligérants, mais aussi dans certains marchés des pays neutres (comme dans le cas des meubles, verres, chandeliers, vaisselles, outils agricoles en fer et en acier, et les superphosphates)<sup>30</sup>. La question fut posée au ministère des Affaires étrangères par certains consulats portugais, et fut ensuite dirigée vers l'Association Industrielle Portugaise (AIP). Toutefois, parmi les industries qui pouvaient le plus bénéficier de la conjoncture de guerre se trouvaient la production de lignes, que la guerre avait pratiquement détruite en France, de papier satin « couché »<sup>31</sup>, de ciment – profitant des opportunités créées dans le marché brésilien –, ou encore de bouteilles d'eaux minérales dans la région de Orense, Verin et Mondariz<sup>32</sup>. Les attentes de l'AIP sont élevées sur les profits à tirer de la crise :

28. *Id.*, p. 34.

29. Voir, à ce propos, « Relatório do Governo apresentado ao Parlamento pelo Presidente do Ministério, Dr. Bernardino Machado, em 2 de Dezembro de 1914 », A.H. de Oliveira Marques et Fernando Marques da Costa, *Bernardino Machado*, Lisbonne, s/ed., 1978, p. 153-154. Cette situation avait déjà été analysée et caractérisée pendant le premier congrès national des Associations Commerciales et Industrielles réalisé en 1913, *1.º Congresso Nacional das Associações Comerciais e Industriais. Relatório Geral*, Lisbonne, Tipografia do Anuário Comercial, 1915 ; « A obra do gabinete Bernardino Machado », *A Capital*, 2 décembre 1914, p. 1.

30. *Relatório da Direcção da Associação Industrial Portuguesa. 1915*, Lisbonne, Tipographia «A Editora Limitada», 1916, p. 65.

31. En français dans le texte original.

32. *Ibid.* Citons, à propos, les demandes de concessions de brevets pour de nouvelles industries

le développement de l'industrie nationale; [...] [la réforme de] notre organisation économique et financière, de façon à nous émanciper autant que possible de la tutelle commerciale et industrielle de l'étranger; établissant de manière opiniâtre de nouvelles industries avec des capitaux portugais manufacturant les matières premières de la métropole et des colonies, conquérant de nouveaux marchés; créant enfin par tous les moyens, les recettes et les revenus qui grandissent et enrichissent le Portugal<sup>33</sup>.

En dépit de ce discours on constate néanmoins que les unités qui incorporèrent les initiatives de renouvellement ou de modernisation de leurs appareils productifs furent peu nombreuses.

Dans ce contexte, il faut aussi attirer l'attention sur les plaintes qui commençaient à se faire sentir à l'encontre de l'encadrement et de la définition de certaines lignes stratégiques que le gouvernement de Bernardino Machado avait proposées en matière de commerce extérieur. Sur ce point, l'impétuosité dans la promulgation de certaines mesures, notamment dans l'ouverture d'un port franc pour les marchandises du Brésil, rendit claire la différence qu'il y avait entre tirer profit des facilités du commerce entre les deux pays, et trouver les moyens adéquats de leur donner forme.

Soulignons à ce propos la clairvoyance de la plume de certains observateurs de la vie économique portugaise, qui firent publier des commentaires où ils laissaient entendre que ce n'était pas avec les installations et les infrastructures portuaires obsolètes de la capitale portugaise que l'on pourrait offrir au Brésil les mêmes facilités que ses marchandises trouvaient dans les entrepôts de l'Europe du Nord. La solution était plus complexe et devait obligatoirement prendre en compte la participation d'autres éléments, notamment un investissement financier considérable, pour que les navires chargés des produits

puissent trouver ici d'amples quais accostables, des grues appropriées au service qu'elles devaient remplir, de vastes entrepôts et magasins et entre eux et les môles des moyens de transport aisés. Une fois de tels travaux accomplis, et installés les appareils nécessaires à un trafic de cette nature, viendraient alors les grands chargements du Brésil car seulement à ce moment-là ils trouveraient un avantage à traverser l'Atlantique<sup>34</sup>.

De plus, l'appréciation générale prenait aussi en compte la certitude que les intentions et les objectifs énoncés auraient peu d'impact dans la résolution « de la crise que nous traversons, essentiellement d'origine financière »<sup>35</sup>.

présentées en 1915 : carbure de calcium, extraction d'huiles industrielles de noyaux de coton et de châtaignes, cartouches pour la guerre et la chasse, filage de jute, fabrication mécanique de mèches, gouges, ciseaux de menuisier et fers pour rabots, tubes isolants, projectiles d'artillerie sans explosifs, vaseline, cuirs, minerai d'étain, oxygène et azote, fil de jute, douilles de chasse, chlorure de calcium et sièges de chaises en bois.

33. *Ibid.*, p. 10. Il faut aussi signaler la promulgation des lois n° 296 et 297 qui régulaient, respectivement, le temps de travail quotidien dans les établissements industriels et modifiaient plusieurs articles du règlement du travail des mineurs et des femmes dans les établissements industriels. Cf. *Diário do Governo*, I série, n° 16, 22 janvier 1915.

34. Artur Bello, « A crise económica e as providências do governo XVII », *O Jornal do Comércio e das Colónias*, 9 janvier 1915, p. 1.

35. *Id.*

## La demande

L'idée de la Grande-Bretagne de tirer un profit relatif des potentialités économiques du marché interne et colonial portugais sortit renforcée de manière significative dans les mois qui ont suivi l'arrivée au pouvoir de Pimenta de Castro (janvier à mai 1915). Pour des raisons et des circonstances liées à une éventuelle position germanophile du chef du gouvernement, la position du *Foreign Office* – prolongeant une tendance antérieure – évolua dans le sens du renforcement des relations commerciales entre les deux pays. La Grande-Bretagne recherche alors également des instruments qui lui permettraient d'occuper des positions commerciales encore aux mains de l'Allemagne, surtout au Mozambique<sup>36</sup>. Il faut aussi noter la prise de conscience, de la part de la diplomatie britannique, de ce que les investissements productifs des deux pays, en matière de commerce extérieur, s'étaient maintenus à un niveau modeste, situation qui, du reste, laissait deviner que les opportunités favorisées par la guerre n'avaient pas encore été mises à profit dans toute leur plénitude.

Effectivement, la guerre commerciale contre l'Allemagne maintint non seulement une dynamique constante tout au long de l'année 1916, mais elle s'intensifia aussi en certains aspects. Cette situation se traduisit, entre autres résultats, par la création par les bureaux officiels de commerce britanniques, d'une sorte d'*index expurgatoire*<sup>37</sup>, où étaient enregistrées les firmes commerciales allemandes, ou encore celles dont les relations avec l'Allemagne étaient évidentes. Elles étaient exclues de n'importe quel négoce avec la Grande-Bretagne, les colonies et les pays alliés<sup>38</sup>.

Briand souligna ce même besoin dans les premiers mois de 1916, quand il synthétisa le travail que les Français et les Anglais avaient développé conjointement, défendant qu'il y avait tout l'intérêt du monde à ce qu'il fût élargi aux autres pays alliés<sup>39</sup>.

36. En ce qui concerne l'investissement, il faut souligner les pressions exercées pour que le capital allemand prenne part dans un emprunt pour l'Angola, présenté encore sous le gouvernement de Azevedo Coutinho. Voir à ce propos le commentaire de Brito Camacho : « Monsieur le ministre des Colonies, présentant au Parlement une proposition de loi autorisant le gouvernement à contracter un emprunt de huit mille contos pour secourir d'urgence l'Angola, nous a déclaré qu'il avait garanti l'emprunt avec de l'argent belge. À cet emprunt de huit mille contos, soit dit en passant, devrait suivre un autre de trente-deux mille contos, lui aussi pour le développement de la même province d'Afrique. Donc, à peu de jours de la clôture du Congrès, nous savions que de grandes influences s'étaient activées pour que le capital allemand participât à l'emprunt. » Manuel de Brito Camacho, *Portugal na Guerra...*, p. 154. La chute du gouvernement finit par rendre l'opération impraticable.

37. En italique dans le texte original.

38. « Statutory Lists », *O Trabalho Nacional*, n° 15, mars 1916, p. 95-96 et A.H.M. (Arquivo Histórico Militar), 1/36/32/03, résumé des lois régulant le commerce avec l'ennemi.

39. Plusieurs organismes furent effectivement créés à cet effet dès les premiers mois de la guerre. Le gouvernement français créa à Paris le Comité de Restriction des Approvisionnements de l'Ennemi et Londres créa une institution identique. On doit comprendre la proposition de Briand comme visant la création de commissions analogues dans les autres pays alliés.

*Alliés et empires centraux*  
*Population et commerce extérieur en 1913*

Pays	Population	Commerce extérieur Millions de francs		
		Importations	Exportations	Total
<b>Population et commerce extérieur des Alliés</b>				
Belgique	7 800 000	4 938	3 951	8 909
Colonies britanniques	352 650 000	10 551	10 695	21 246
Colonies françaises	46 500 000	1 402	1 237	2 639
États-Unis	97 028 497	9 428	12 822	22 250
Finlande	3 200 000	470	338	808
France	40 000 000	8 580	6 875	15 455
Grande-Bretagne	46 185 000	19 219	15 871	35 090
Italie	36 500 000	3 638	2 504	6 142
Japon	74 300 000	1 824	1 582	3 406
Portugal	6 130 000	424	196	620
Roumanie	7 509 009	590	670	1 260
Russie	170 220 000	3 257	3 794	7 051
Serbie	3 100 000	116	117	233
<b>Total</b>	<b>891 122 506</b>	<b>64 157</b>	<b>60 652</b>	<b>125 109</b>
<b>Population et commerce extérieur des Puissances Centrales</b>				
Allemagne	67 812 000	13 463	12 623	26 086
Autriche-Hongrie	53 200 000	3 375	2 913	6 288
Bulgarie	4 800 000	214	157	371
Colonies allemandes	11 974 500	223	158	381
Turquie	20 600 000	883	483	1 366
<b>Total</b>	<b>158 386 500</b>	<b>18 158</b>	<b>16 334</b>	<b>34 492</b>

Source : *Conferência Parlamentar Internacional de Comércio. Terceira Assembleia Plenária. Segundo relatório do deputado António Macieira e Presidente da Delegação Portuguesa*, Lisbonne, Imprensa Nacional, 1917, p. 199-200.

En janvier 1917 fut créé le Noyau de Préparation Économique<sup>40</sup>, organisme dont l'objectif, une fois de plus, était d'étudier le problème économique national, notamment le développement du travail et de l'initiative particulière de façon à «remplacer l'action de l'État en tout ce qui était possible»<sup>41</sup>. Il se fixa comme objet la réalisation de conférences et de sessions de propagande, de comices, et la publication de feuillets «ayant pour but de former un courant d'opinion, en éclaircissant le public, qui force les gouvernements à décréter des mesures qui fa-

40. En portugais «Núcleo de Preparação Económica».

41. À cette date, il n'a pas encore été possible de vérifier quels étaient les éléments qui intégraient son organisation. «Núcleo de Preparação Económica», *O Jornal do Comércio e das Colónias*, 7 janvier 1917, p. 1.

cilient la création de nouvelles industries, le développement de celles qui existent actuellement, l'ouverture des marchés, l'amélioration des conditions de vie des ouvriers»<sup>42</sup> et l'intensification de la culture céréalière.

Le *Comptoir du Portugal*<sup>43</sup> fut créé, plusieurs mois plus tard, avec des objectifs identiques, mais tourné vers le développement du commerce d'exportation, notamment des vins, du liège et des denrées coloniales<sup>44</sup>. Dans ce domaine il faut remarquer l'union, jusqu'ici inédite, des principales banques commerciales de Lisbonne et de Porto pour la constitution, en France et en Angleterre, d'organismes commerciaux et financiers. Leur objectif, outre le resserrement des relations entre le Portugal et ces pays, visait l'augmentation du développement du commerce portugais. Paris fut la ville choisie pour accueillir le siège du *Comptoir*.

Le 19 juillet 1917, Bernardino Vareta prononçait, dans le Centre commercial de Porto et sur invitation de la Junte Patriotique du Nord, une conférence intitulée : « Le commerce portugais dans l'actuelle situation internationale »<sup>45</sup>. Tout au long de son intervention, Vareta signala les héritages et les conséquences – provoqués par la guerre comme par la paix – en matière de politique économique mais aussi dans le domaine plus spécifique des relations commerciales internationales. Il envisagea de façon consciente la nécessité de trouver des solutions viables capables de diminuer les effets négatifs de l'altération hiérarchique des partenaires commerciaux du Portugal et qui, du reste, découlaient de la participation dans la guerre. Il constata, sans grande nouveauté, que l'intensification de l'intervention de l'État dans l'activité économique était l'un des effets les plus visibles de la guerre. Il esquaissa ce qu'il considérait devoir être le rôle de l'État aussitôt après la signature du Traité de Paix :

L'État ne peut pas, alors qu'il fait face à la régularisation d'une situation financière dont nous ne savons pas quel sera le résultat dans le paiement du conflit, mais qui sera sans aucun doute très grave, concéder de l'aide dans l'initiative, mais il lui incombe le devoir de, rigoureusement, faciliter tous les moyens et stimuli dans la sphère administrative<sup>46</sup>.

En ce qui concerne le commerce extérieur, la position exprimée par Bernardino Vareta visait la poursuite d'une politique préoccupée surtout par l'intensification de la production nationale des colonies et capable d'assurer et de promouvoir leur progrès économique. C'est du reste en ce sens que l'on doit comprendre l'accent porté sur le renfort des courants commerciaux traditionnels du Portugal, en particulier vers les centres d'immigration portugaise – comme le Brésil – mais aussi vers tous les pays qui, du fait des conditions spécifiques de la production, permettaient

42. *Id.* Voir aussi : « A Questão das subsistências », *O Jornal do Comércio e das Colónias*, 8 mars 1917, p. 1.

43. En portugais dans le texte original.

44. « Comptoir du Portugal. Grande empreendimento patriótico », *O Jornal do Comércio e das Colónias*, 10 mars 1917, p. 1.

45. Bernardino Vareta, *O Comércio Português na actual situação internacional. Conferência promovida pela Junta Patriótica do Norte e realizada no Centro Comercial do Porto em 19 de Julho de 1917*, Porto, Tipografia Pereira, 1917.

46. *Id.*, p. 29-30.

un échange plus actif, notamment l'Angleterre, les États-Unis d'Amérique ou l'Espagne<sup>47</sup>. En somme, il s'agissait de mettre en pratique une stratégie qui passait par la création de Chambres de commerce portugaises dans toutes les villes étrangères où la présence d'une communauté lusitanienne était importante. Cela se traduisait aussi par la création d'agences commerciales et par le développement d'associations commerciales dans l'organisation des missions internationales.

Soulignons, dans ce contexte, le voyage d'études réalisé à cette époque par un des directeurs de l'ACL, Moitinho de Almeida, en France, en Suisse, en Italie et en Espagne. Outre le fait d'avoir condensé les attentes, il finit par contribuer à la promotion du débat sur les stratégies de placement des produits portugais dans le marché français (produits coloniaux, conserves de poisson et vins), notamment à Lyon, Paris et Bordeaux<sup>48</sup>. Dans un autre registre, l'Association Commerciale de Porto avait déjà écrit au ministre des Affaires étrangères pour demander la concession des facilités pour l'exportation des vins du Douro à destination de l'Angleterre. Il s'agissait d'aspirations et d'ambitions qui, dans le cas de l'Association Commerciale de Lisbonne, étaient accompagnées de la création, dans la capitale portugaise, d'une Académie de Commerce et d'Exportation. Cela reflétait et traduisait, plus qu'une tendance internationale, la compréhension que «l'œuvre d'expansion commerciale du pays»<sup>49</sup>, que l'on prétendait mettre en pratique, ne pouvait être obtenue que par le développement de l'enseignement et de la formation professionnelle.

L'on devinait ainsi une scène complexe. Sur ce point, l'analyse faite par Quirino de Jesus ne manque pas d'être curieuse. Attentif et sensible aux changements que la guerre – déclarée par l'Allemagne au Portugal le 9 mars 1916 – avait provoqués et aux propositions de rénovation qui, entre-temps, avaient surgi, le directeur de l'*Economista Portuguez*, avait déjà fait de brefs commentaires à ce qu'il considérait devoir être le rôle et l'action de l'État. Il abordait de façon incisive la question du crédit, mettant en équation son importance pour la concrétisation d'un ensemble de mesures, vues comme nécessaires à la promotion du développement de l'économie portugaise.

C'est dans ce contexte que doit être lu le programme présenté par Alfredo Bonet au Congrès radical et radical-socialiste de Paris, au nom de la Commission de réorganisation économique de la France. Une certaine presse spécialisée portugaise considérait en effet qu'il pouvait être adopté par le Portugal, y compris par un parti conservateur, se basant sur l'argument que les besoins provoqués par la guerre étaient «fondamentalement les mêmes partout»<sup>50</sup>. Dans la même conviction, Quirino de Jesus défendit que la seule voie possible, pour mener à bien la

47. *Id.*

48. «Missão comercial. A nossa expansão económica», *O Jornal do Comércio e das Colónias*, 17 août 1917, p. 1 et «Exportação de vinhos para França», *O Economista Portuguez. Revista Financeira, Económica, Social e Colonial*, 9<sup>o</sup> Ano, n<sup>o</sup> 2, 21 octobre 1917, p. 22-23.

49. «Escolas de Exportação», *O Economista Portuguez. Revista Financeira, Económica, Social e Colonial*, 9<sup>o</sup> Ano, n<sup>o</sup> 3, 28 octobre 1917, p. 46.

50. Voir par exemple, «Programa francês bom para o governo português», *O Economista Portuguez. Revista Financeira, Económica, Social e Colonial*, 9<sup>o</sup> Ano, n<sup>o</sup> 10, 16 décembre 1917, p. 152.

transformation de la vie économique nationale tant attendue, était d'augmenter la production et de développer le commerce<sup>51</sup>.

Comme cadre général, la question de la création d'un *zollverein ibérique*<sup>52</sup> débattue au Congrès national d'Espagne, ravivant la discussion sur le synchronisme du développement économique des deux pays, gagna du terrain. Ce débat finit en effet par devenir indissociable de la question de la dépendance du Portugal par rapport aux autres puissances européennes, une fois la paix signée<sup>53</sup>. La position d'Ezequiel de Campos est, à ce propos, symptomatique. Il se fondait essentiellement sur la conviction de ce qu'il « convenait beaucoup plus au Portugal d'accepter autant que possible – et avec les contrôles possibles – la collaboration de l'Espagne dans sa vie économique et financière, que celle des autres peuples européens<sup>54</sup> ». Dans ce contexte, l'auteur attirait l'attention des dirigeants politiques vers l'intérêt et la nécessité de promouvoir la signature d'un traité de commerce et de navigation qui développât l'échange de produits d'exportation entre les deux pays. Il prévoyait aussi, inévitablement, l'établissement d'accords bilatéraux ayant pour but l'utilisation hydroélectrique du Lima<sup>55</sup> et la mise à profit des fleuves Douro et Guadiana<sup>56</sup>.

Curieusement, ou peut-être pas, le 19 avril 1918 fut autorisée à Londres la constitution de la *Portuguese Trade Corporation Limited* (PTC), entreprise dont le siège était en Angleterre et qui avait pour but d'établir, de maintenir et de développer des relations commerciales entre le Portugal et ses colonies, mais aussi entre la Grande-Bretagne, la France et leurs empires coloniaux respectifs. Cette société, constituée avec un capital de départ de £ 400 000, et dont les 50 premières actions appartenaient à la British Trade Corporation, comptait parmi ses membres, outre Henry Hinton, le vice-gouverneur du Banco Nacional Ultramarino (BNU), João Henrique Ulrich, et Baltazar Freire Cabral, un des fondateurs de la CNN<sup>57</sup>.

À la fin de l'année 1919, on estimait que les dépenses liées à la participation portugaise à la guerre avoisinaient les 1 400 000 *contos*. Si l'on regarde au-delà des chiffres, on peut vérifier que les marques laissées par le conflit mondial ne se limitèrent pas au déséquilibre budgétaire et à l'augmentation de la dette extérieure. Leurs reflets furent bien plus profonds, marquant un moment de rupture et un tournant dans le parcours de la jeune république. Entre les déboires et les

51. Quirino de Jesus, « Dentro da República », *O Economista Portuguez. Revista Financeira, Económica, Social e Colonial*, 10<sup>o</sup> Ano, n<sup>o</sup> 18, 10 février 1918, p. 253-254.

52. En italique dans le texte original.

53. Ezequiel de Campos, « O zollverein e a harmonia ibérica », *A Águia. Órgão da Renascença Portuguesa*, 2<sup>a</sup> série, n<sup>o</sup> 71 e 72, novembre et décembre 1917, p. 218-222 et « Iberismo Económico », *O Economista Portuguez. Revista Financeira, Económica, Social e Colonial*, 9<sup>o</sup> Ano, n<sup>o</sup> 9, 9 décembre 1917, p. 134-135.

54. Ezequiel de Campos, « O zollverein e a harmonia ibérica »..., p. 219-220.

55. Fleuve qui prend sa source dans la province espagnole de Galice et coule dans le nord du Portugal. Il débouche dans l'océan Atlantique dans la ville de Viana do Castelo [Note du Traducteur].

56. *Id.*, p. 222.

57. Voir en particulier, NAUK, BT 31/24032/150171, The Companies Acts, 1908 & 1913.

difficultés, se distinguèrent le renforcement du rôle et de l'intervention de l'État et la conviction de que la réorganisation économique du pays devrait inmanquablement passer par une stratégie de développement concerté, seule façon de contrarier les bas niveaux de production et, par conséquent, les difficultés croissantes de l'approvisionnement et des subsistances. Une fois identifiées les limites du tissu productif national et pondérées les difficultés imposées par la guerre, il fallait identifier et définir le chemin à suivre. C'est alors que, non sans quelque répugnance, certaines voix s'élevèrent pour défendre que le tournant si souvent évoqué devait se bâtir à partir de l'élaboration d'un « plan de développement » qui, englobant toutes ces variables, se montrât capable de contrarier les difficultés survenues à cause du conflit mondial et à cause de l'inconsistance des politiques suivies.

Ces hésitations et difficultés montrèrent aussi que le Portugal ne pouvait entamer un processus de développement économique et social que si ses forces productrices s'organisaient.

### Bibliographie complémentaire

AA.VV., *História da I República Portuguesa*, Fernando Rosas et Maria Fernanda Rollo (coord.), Lisboa, Tinta da China, 2009.

MIRANDA Sacuntala, « Comércio Externo », dans *Portugal da Monarquia para a República*, A. H. de Oliveira Marques (coord.), *Nova História de Portugal*, Joel Serrão et A. H. de Oliveira Marques (dir.), vol. XI, Lisboa Editorial Presença, 1991, p. 173-186.

PIRES Ana Paula, « Frente interna : que economia de guerra? », dans *História da I República Portuguesa*, Fernando Rosas et Maria Fernanda Rollo (coord.), Lisboa, Tinta da China, mai 2009, p. 317-345.